

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société Nicollin Languedoc Roussillon (ex ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON)

4895 rue de la Jeune Parque
34000 Montpellier

Références : UD34/H2/2023/081
Code AIOT : 0006601108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement Société Nicollin Languedoc Roussillon (ex ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON) implanté 595 avenue du Mas Saint Pierre Zone Industrielle du marché gare 34000 Montpellier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Nicollin Languedoc Roussillon (ex ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON)
- 595 avenue du Mas Saint Pierre Zone Industrielle du marché gare 34000 Montpellier
- Code AIOT : 0006601108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement qui faisait partie du groupe Véolia appartient depuis le 29 septembre 2022 (date de l'arrêté de changement d'exploitant) au groupe Nicollin, qui exploite un centre de tri, de broyage de papier et de mise en balle de déchets de papiers, cartons et plastiques avant expédition vers des unités de valorisation ainsi qu'une déchèterie professionnelle.

Le thème principal de visite retenu est le suivant :

- Registre des déchets sortants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. "Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées".
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Registre : dénomination déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Registre : gestion et transport	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Registre : destination du déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 1.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le registre des déchets sortants doit être complété conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

L'activité liée aux déchets d'amiante doit être précisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre : présence registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
Constats : Par sondage l'inspection constate depuis le début d'année 2023 la tenue d'un registre chronologique où sont consignés des déchets sortants. L'inspection observe que l'ensemble des déchets sortants du site ne sont pas notés sur le registre présenté par l'exploitant. En effet, par sondage via l'application Trackdéchets, 3,96 tonnes de déchets 17 06 05* (amiante lié) ont été envoyés le 9 janvier 2023 pour être éliminés (code D5) sur le site de la « Carrières&matériaux Sud-Est CMSE » à Saint-Etienne-Estrechoux. Les déchets ont été reçus et éliminés dans l'installation le 11/01/2023. L'envoi de ces déchets n'est pas noté dans le registre des déchets sortants tenu par l'exploitant. Il est demandé à l'exploitant de consigner dans un registre tous les déchets sortants en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Registre : date sortie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
Constats : Par sondage l'inspection constate depuis le début d'année 2023 que le registre contient la date d'expédition du déchet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre : dénomination déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
Constats : Par sondage du registre des déchets sortants depuis le début d'année 2023, l'inspection constate que le code des déchets sortants n'est pas systématiquement noté dans le registre précité notamment pour ceux envoyés en Espagne. Il est demandé à l'exploitant de compléter son registre des déchets sortants conformément à l'article 2.b de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. L'inspection constate que près de 24 envois de déchets ayant un code déchet 20 01 15 * sont notés au mois de janvier 2023 dans le registre des déchets sortants pour une élimination à Espira de l'Agly dans le centre d'enfouissement de déchets non dangereux selon l'exploitant. Il s'avère que la filière d'élimination choisie (déchets non dangereux) ne semble pas en adéquation avec le type de déchets. L'exploitant présente à l'inspection le déchet correspondant au code déchets 20 01 05* qui serait en fait du refus de tri issus de DIB. Dans son courriel du 24 février 2023, la société SMN déclare ceci : « Pour simple information le 20 01 15* est bien une grossière erreur d'enregistrement informatisée du code. Manifestement en tapant « DIB ultime », le code déchet paramétré et qui s'inscrit est 20 01 15*. Je viens d'avoir confirmation à l'instant par l'exploitant et par notre service informatique que le « DIB Ultime » a été correctement paramétré en 20 03 99. » Il est demandé à la Société Nicollin Languedoc Roussillon de s'assurer de la bonne dénomination des déchets notés dans le registre et le déchet réellement présent sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Registre : gestion et transport

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
Constats : Par sondage l'inspection constate depuis le début d'année 2023 que le registre des déchets sortants n'indique pas systématiquement l'adresse de certains transporteurs, ni le code déchet dont ceux envoyés en Espagne. Il est demandé à l'exploitant de compléter son registre des déchets sortants conformément à l'article 2.d de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Registre : destination du déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats : Par sondage l'inspection constate depuis le début d'année 2023 que le registre des déchets n'indique pas systématiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro de SIRET, - l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relatives aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006. <p>L'exploitant déclare à l'inspection que les déchets envoyés à l'étranger en particulier en Espagne sont destinés à être recyclés et non éliminés.</p> <p>La Société Nicollin Languedoc Roussillon n'a pas pu justifier à l'inspection la procédure choisie (information ou notification), pour l'envoi en Espagne de ses déchets.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compléter le registre des déchets sortants avec l'ensemble des informations exigées à l'article 2.e de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 , - justifier la procédure choisie pour envoyer les déchets à l'étranger au regard du Règlement n° 1013/2006 du 14/06/06 concernant les transferts de déchets. <p>La Société Nicollin Languedoc Roussillon présente à l'inspection un document d'accompagnement pour transferts de déchets visés à l'article 3, paragraphe 2 et 4 du règlement (CE) 1013/2006 rédigé en langue anglaise portant des numéros NLR105-090223V. : code déchet B3020. Les cases 3, 4 8, 11, 12 ,13, 14 ne sont pas remplis. Le document est associé à un document « CMR » écrit en langue espagnol portant le numéro NLR105-090223V émis le 09/02/2023 concernant des cartons en balles d'un poids brut de 22t380 avec comme transporteur la société « PASCUAL HIGUERUELA, S.S.L. avec comme destination VALORITZACION Vilar Guaien, S14 Gran bretanyan 31 POL Les Franques del Valles ».</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de tenir et de remplir correctement les documents d'information rédigés en langue Française accompagnant les transferts de déchets visés à l'article 3, paragraphe 2et 4 du règlement (CE) 1013/2006 du 14/06/06 concernant les transferts de déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.5. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes :</p> <p>Rubrique</p> <p>2714.1(A) Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711,</p> <p>le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 1000 m³,</p> <p>Volume maximal de déchets stockés sur le site estimé à 6100 m³ répartis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2200 m³ de déchets triés en vrac, - 3900 m³ de déchets en balles <p>Rubrique</p> <p>2791.1(A)</p> <p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780 à 2782,</p> <p>la quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. supérieure ou égale à 10 tonnes par jour,</p> <p>Tri, broyage et mise en balle de déchets de papiers, cartons et plastiques.</p> <p>Flux maximal de 36,5 tonnes de déchets traités par jour</p> <p>Rubrique</p> <p>2713.2(D)</p> <p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710 à 2712,</p> <p>la surface étant :</p> <p>2. supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 1000 m²</p> <p>Surface au sol occupée par les déchets de métaux de 150 m²</p>
<p>Constats : Lors de la visite il a été constaté la présence sur le site de :</p> <p>DEEE ~8 m³</p> <p>Papiers/cartons en balle : ~520 m³</p> <p>Papiers/cartons en vrac : ~270 m³</p> <p>Plastiques en balle : ~210 m³</p> <p>Plastiques en vrac : ~30 m³</p> <p>Bois catégorie B : ~90 m³</p> <p>Déchets DIB : ~210 m³</p> <p>La surface de métaux : ~100 m²</p> <p>A noter, les activités soumises au régime de la déclaration au titre des rubriques ICPE 2710, 2716 et 2718 ont été accordées par le préfet dans ses courriers du 31 janvier 2018 et 6 mai 2019. Il convient de noter que l'activité 2718 précitée avait été demandée pour une activité de transit regroupement de DASRI.</p> <p>L'inspection constate dans le bureau d'accueil la présence de documents intitulés « DASRI ».</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection qu'aucun DASRI ne transite sur son site, il s'agit d'archives.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer qu'aucun DASRI transitent sur le site.</p> <p>L'inspection constate une activité ICPE lié à l'amiante sur le site (c.f. constat N°1).</p>

<p>L'exploitant n'a pas pu indiquer à l'inspection si l'activité liée aux déchets d'amiante exercée sur le site provenait soit/et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'apports volontaires et serait soumise à la rubrique 2710-1b de la nomenclature ICPE. Cette activité a été accordée par le préfet dans son courrier du 31 janvier 2018 mais uniquement pour des déchets ménagers et assimilés, - d'une activité de transit regroupement de déchets dont la quantité si elle est supérieure à 1 tonne est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature ICPE, le cas échéant un défaut d'autorisation serait relevé. <p>Il est demandé à l'exploitant d'indiquer et de justifier l'activité ICPE liée aux déchets d'amiante exercées sur son site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois